

# Chine-Afrique : ambivalences, présence et activité

mardi 17 janvier 2017, par [CASSINI](#), [Xavier AUREGAN](#)

**Les relations entre la République Populaire de Chine et l'Afrique sont tellement importantes qu'elles ont donné naissance à un nouveau mot : Chinafrique. Dans ce dossier cartographique consacré à la présence de la Chine en Afrique, nous vous proposons de comprendre les ambivalences diplomatiques entre la Chine et l'Afrique, la présence chinoise en Afrique et l'exemple significatif de l'agriculture. Le Diploweb.com est heureux de vous présenter ces deux cartes en partenariat avec le cabinet de conseil CASSINI.**

Perçue comme récente, la relation entre la Chine et le continent africain a pourtant débuté **dès les années 1950** avec la Conférence de Bandung, l'Égypte étant le premier État africain à reconnaître Pékin en 1956.

La Guerre froide (1947-1990) s'étant également jouée [en Afrique](#), [la Chine](#) y a soutenu un certain nombre de Mouvements de libération nationale (MNL) et y a développé des coopérations militaires.

## Ambivalences diplomatiques

En 1971, la Chine obtient son siège permanent au Conseil de Sécurité des Nations unies (CSNU) aux dépens de [Taïwan](#), grâce notamment à certains pays africains. D'autres, sous influence étasunienne, [française](#) et indirectement taïwanaise, ont refusé l'entrée des « communistes chinois » à l'ONU.

Ces derniers ont également joué le double jeu chinois, en reconnaissant alternativement Pékin et Taïpeh. Jouant sur la « politique du chéquier » de Taïwan, la Gambie, le Niger, le Tchad, la RDC, le Liberia ou la République centrafricaine sont même devenus des spécialistes de ce positionnement peu tenable sur le long terme. Aujourd'hui, seuls le Burkina Faso, Sao Tomé-et-Principe et le Swaziland reconnaissent encore la « 23ème province chinoise », Taïwan.



**Carte des relations diplomatiques sino-africaines depuis  
1950**

Réalisation : Xavier Aurégan pour Cassini et *Diploweb.com*

## La présence chinoise en Afrique

Les échanges commerciaux entre la Chine et [l'Afrique](#) diffèrent relativement peu de ceux des puissances historiques : ils sont géographiquement limités aux principales économies exportatrices de matières premières notamment.

Trois différences peuvent néanmoins être mises en exergue. Dans la structure du commerce d'une part, les anciennes puissances coloniales ont davantage diversifié leurs importations contrairement aux États-Unis et à la Chine qui importent 67 % du pétrole africain et 57% du bois ou des minerais. D'autre part, en termes de volumes, la Chine est devenue le principal partenaire commercial du continent en 2009. Enfin, le commerce est, d'une manière substantielle, le fait d'acteurs publics chinois.



### **La présence chinoise en Afrique**

Réalisation : Xavier Aurégan pour Cassini et *Diploweb.com*

## **L'agriculture : un secteur clé**

Avec le soutien militaire et la santé, l'agriculture est la porte d'entrée historique de la Chine en Afrique. Historiquement modeste, l'aide agricole chinoise a été priorisée par le Congrès national du peuple (CNP) à partir du troisième Forum de coopération Chine-Afrique (FOCAC) de 2006.

[Le rehaussement des moyens octroyés par la Chine](#) se caractérise par les centres de démonstration agricoles chinois. Versions modernes des fermes traditionnelles d'État chinoises, ces centres ont pour objectifs l'expérimentation agricole et la diffusion des techniques inhérentes. Décrite par les Occidentaux, la Chine teste ici un développement inclusif reposant sur les besoins locaux, les productions agricoles n'ayant pas vocation à être vendues sur le marché international.

*Copyright Janvier 2017 - Auregan/Cassini/Diploweb.com*

---

## **CASSINI**

Le cabinet de conseil CASSINI est spécialisé dans l'analyse géopolitique et cartographique. Voir le site de [CASSINI](#)



---

## **P.-S.**

Le cabinet de conseil CASSINI, spécialisé dans l'analyse géopolitique et cartographique, propose un dossier cartographique réalisée en collaboration avec Xavier Auregan, docteur en Géographie-

Géopolitique. Expert indépendant et partenaire de la société de conseil en géopolitique Arkaliz, il est Chercheur affilié au Centre de recherches et d'analyses géopolitiques (CRAG) de l'Institut français de géopolitique (IFG) et associé au Conseil québécois d'études géopolitiques (CQEG).